

En quelques Clics

Bulletin de veille documentaire

n° 167, 22 octobre 2015

Pour accéder aux documents, cliquer sur @

Au fil de la semaine...

Développement économique

• Bilan de l'emploi dans l'économie sociale en régions (sur la base du nouveau découpage régional).

C. Bazin ; M. Duros ; M. Bazoge ; J. Malet.
Association des régions de France (ARF) ; Caisse des Dépôts. Octobre 2015. 6 p. @

Pour la huitième année consécutive, l'ARF, la Caisse des dépôts et Recherches & Solidarités s'associent pour mettre à la disposition des acteurs les données les plus récentes sur l'économie sociale en région. Cette coopération porte sur la présentation de données relatives au poids de l'économie sociale, aux chiffres clefs de la vie associative, aux principaux éléments concernant le secteur associatif sanitaire et social non lucratif.

Développement territorial

• L'innovation dans les parcs naturels régionaux.

Fédération des parcs naturels régionaux de France.
Octobre 2015. 24 p. @

Innovier aujourd'hui dans les Parcs, c'est apporter des solutions nouvelles aux difficultés rencontrées sur leur territoire, rechercher des nouveaux modèles de développement encore plus vertueux. L'innovation dans les Parcs recouvre plusieurs champs : l'innovation territoriale qui permet d'explorer des voies de développement économique. L'innovation sociétale qui doit concourir à une amélioration de la qualité de vie des individus. L'innovation organisationnelle qui met en œuvre de nouvelles pratiques dans la gouvernance locale. L'innovation technologique qui met en relation les milieux de la recherche et des entreprises.

Education

• La territorialisation éducative, entre dynamiques structurales et action politique.

Bernard Geay.
Diversité, n° 181, 3e trimestre 2015. pp. 20-29.

L'auteur fait le point sur l'évolution des systèmes d'analyse en sociologie de l'éducation depuis 25 ans en France, en particulier autour de la dimension territoriale des phénomènes éducatifs. On pourra également se référer, dans ce même numéro, aux articles intitulés : "La décentralisation éducative en France, une histoire complexe" et "Naissance d'un projet éducatif local : la commune pivot de la politique éducative locale ?".

Egalité-Inégalité

• La France à la carte. De la richesse des régions. • Les inégalités en partage.

Alternatives économiques, hors-série n° 106, octobre 2015.

La cartographie des revenus, de l'emploi, du chômage, de la réussite scolaire, de l'accès à la santé, met en évidence les inégalités qui frappent nos territoires. Le fossé entre les riches et les autres s'est creusé et cette fracture nourrit les tensions et lézarde le pacte social. Ces deux dossiers donnent un éclairage utile sur la montée des inégalités en France.

• Les chiffres-clés de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE) ; octobre 2015. 81 p. @

Au-delà d'un panorama des indicateurs présents dans cette publication, le lecteur trouvera également leurs variations en lien avec les évolutions de la législation et de l'action publique.

Emploi

• Emploi et territoires.

Sondage de l'Institut CSA pour le Conseil d'orientation pour l'emploi, réalisé à l'occasion du colloque « Emploi et territoires », octobre 2015. 46 p.

Lire également :

• **Emploi : ces territoires qui défient le tout-métropolitain.** Localtis, 15 octobre 2015.

• **Géographie des taux de chômage et mobilités.** Olivier Bouba Olga. 10 octobre 2015 (Blog de l'auteur/Université de Poitiers) @

Enseignement supérieur

• Les inégalités d'accès à l'enseignement supérieur. Quel rôle joue le lycée d'origine des futurs étudiants ?

Agnès van Zanten.

Regards croisés sur l'économie, n° 16, 1/2015. pp. 80-92.

Les inégalités d'accès à l'enseignement supérieur en France sont le fait de plusieurs facteurs parmi lesquels on compte les pratiques d'orientation au sein des établissements du secondaire. En s'appuyant sur les résultats d'une enquête qualitative dans des lycées parisiens, l'auteure analyse ces pratiques autour de deux dimensions, la « canalisation » des choix et les modalités d'accompagnement des projets.

Evaluation

• Les finances publiques locales. Rapport sur la situation financière et la gestion des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

Cour des Comptes ; octobre 2015. 374 p.

La Cour des comptes a rendu public, le 13 octobre dernier, un rapport sur les finances publiques locales, notamment sur la situation financière et la gestion des collectivités territoriales et de leurs établissements publics. *Rapport : @ Synthèse : @*

Grand Paris

• Grand Paris, capitale du 21e siècle.

Comité interministériel, 15 octobre 2015, présidé par Manuel Valls, Premier ministre. @

"Ce 3e comité interministériel consacré au Grand Paris est une nouvelle étape d'une grande ambition : bâtir une métropole innovante, durable et solidaire, qui réponde aux attentes des Franciliens et soit un moteur de croissance pour tout le pays."

Lire également le discours du Premier ministre : @

Banlieues françaises
2005-2015.

Dossier.

Ghali ; M.F Albecker ; D.
Florentin et al.

Urbanité - Octobre 2015.

@

• **Création des établissements publics territoriaux (EPT).**

Métropole du Grand Paris ; septembre 2015. 28 p. @

Ce vademecum a vocation à accompagner les élus dans le processus de création des établissements publics territoriaux (EPT) résultant de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République du 7 août 2015.

Indicateurs

• **De nouvelles finalités pour l'économie. L'enjeu des nouveaux indicateurs de richesse.**

Fondation de l'écologie politique ; Institut Veblen ; Institut pour le développement de l'information économique et sociale ; Géraldine Thiry (Université de Louvain)

Octobre 2015. 118 p. @

Le PIB fait l'objet de critiques régulières. En avril dernier, le Parlement a voté une loi prévoyant que des indicateurs alternatifs au PIB guident les politiques publiques. Ce choix des indicateurs rendant compte de l'état de notre économie et de notre société a une dimension technique mais aussi politique.

Institutions

• **Rapport du groupe de travail sur l'avenir des institutions - Refaire la démocratie.**

Claude Bartolone ; Michel Winock.

La Documentation française ; octobre 2015. 229 p. @

Ce rapport avance dix-sept propositions autour de cinq axes : restaurer le lien entre les citoyens et leurs représentants ; un citoyen responsable au cœur des institutions ; un exécutif plus équilibré et mieux contrôlé ; le Parlement du non-cumul ; consolider l'Etat de droit.

Métropole

• **Métropoles et régions entre concurrences et complémentarités : regards croisés France / Italie.**

M. Cremaschi ; A. Delpirou ; D. Rivière ; C. Salone.

The Planum Publisher, 2015, 168 p. @

La question des concurrences et des complémentarités entre régions et métropoles se pose avec une acuité nouvelle depuis deux décennies dans un contexte de mondialisation et de décentralisation. Regards croisés sur la France et l'Italie dans un contexte de réforme territoriale en cours.

• **De la métropole : une figure urbaine en quête d'une réflexion géopolitique.**

C. Ghorra-Gobin

Diploweb.com, 8 octobre 2015. 7 p. @

Deux traditions scientifiques (France, Etats-Unis) convergent pour expliquer le caractère inédit de la métropole. Celle-ci présente des enjeux multidimensionnels qui ne peuvent en aucun cas se limiter à un simple récit opposant la « France périphérique » à la « France des métropoles ». Ne doit-on pas plutôt se représenter la métropole comme une figure urbaine en quête d'une réflexion géopolitique ?

Mobilité-Transport

• **Transports régionaux.**

Martine Kis.

Le Courrier des maires et des élus locaux, n° 294, octobre 2015. pp. 20-25.

Entrer dans l'ère de la concurrence et de la multimodalité, tel est l'enjeu de cette révolution culturelle pour le transport public décryptée dans ce dossier. Au sommaire : les régions, motrices désargentées de l'intermodalité ; l'arrivée des "cars Macron" bouleverse l'offre de transports ; organiser les dessertes autrement.

• **Comment le numérique bouleverse la mobilité.**

D. Herrgott ; C. Selosse ; E. Demangeon.

Infrastructures & Mobilité, n° 151, sept. 2015. pp. 11-35.

Le secteur des transports et de la mobilité est l'un de ceux que les technologies du numérique sont en train de bouleverser. Encouragée par les pouvoirs publics, cette évolution se vérifie dans tous les modes de transport et concerne tant les voyageurs que les marchandises. Décryptage des principaux acteurs concernés, de ses enjeux et des défis à relever.

Numérique

• **10 propositions pour saisir l'opportunité citoyenne et économique du numérique.**

Renaissance Numérique. Octobre 2015. 13 p. @

Ce think tank publie à l'occasion des élections régionales 2015, dix propositions à destination des candidats et des administrations appelés à diriger des futures grandes régions qui seront mises en place en décembre 2015. Ces propositions identifient les nouveaux leviers numériques pour renforcer de la démocratie locale et créer de la croissance pour les territoires.

Périurbain

• **Requalifier les campagnes urbaines de France. Une stratégie pour la gestion des franges et des territoires périurbains.**

Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) ; J-P. Decourcelle ; P. Narring ; J. Peyrat. 2015. 124 p. (Rapport CGEDD n° 009794-01) @

Les espaces périurbains sont aujourd'hui les lieux de vie de près du quart de la population française. Les « franges urbaines » qui s'y sont successivement développées, ont façonné des territoires aux caractéristiques géographiques, paysagères, économiques et sociales d'une grande diversité. Les rapporteurs considèrent que le devenir de ces espaces est un enjeu national qui appelle une stratégie globale de requalification, à inscrire dans les politiques de développement durable et d'égalité des territoires.

• **La densification des banlieues pavillonnaires à Paris et à Toronto au service de stratégies municipales de centralité différenciées.**

Anastasia Touati-Morel.

Géographie, économie, société, n° 3, juillet-septembre 2015. pp. 239-363.

L'objet de l'article est d'analyser les mécanismes, les objectifs et les enjeux des politiques de densification des tissus à dominante pavillonnaire des espaces suburbains et périurbains à la lumière des théories politiques urbaines relatives à la post-suburbanisation.

Prévention-Sécurité

• **La politique de prévention de la délinquance en 2014. 8e rapport au Parlement.**

Comité Interministériel de prévention de la délinquance (SG-CIPD) ; octobre 2015. 189 p. @

Ce rapport pour l'année 2014 fait état de la mise en oeuvre de la stratégie nationale de prévention de la délinquance mais également des initiatives ministérielles menées en la matière et du financement de cette politique publique.

Prospective

• **Construire le monde positif que nous voulons pour les générations futures à l'horizon 2030.**

Rapport au Président de la République.

Jacques Attali. Octobre 2015. 49 p. @

Le présent document se situe dans le prolongement d'un premier rapport remis au Président de la République en septembre 2013 (*Pour une économie positive*). Il met en avant 21 sujets dans le but de « construire un monde positif à l'horizon 2030 » : transition énergétique, biodiversité, sécurité alimentaire, économie circulaire, entrepreneuriat féminin, finance participative, big data, e-santé, etc.

Qualité de vie

• Comment va la vie en France ?

OCDE. Octobre 2015. 8 p. @

L'édition 2015 de « *Comment va la vie ?* » présente pour la première fois un jeu d'indicateurs mesurant le stock de ressources susceptibles de permettre de préserver le bien-être au fil du temps. Il consacre un chapitre spécifique à chacun des trois thèmes suivants : le bien-être des enfants, le bénévolat et le bien-être dans les régions.

Réforme territoriale

• Peut-on justifier la suppression des départements français ? Une revue de la littérature.

Olivier Thomas.

Revue française d'administration publique, n° 154, 2/2015. pp. 505-522.

Cette contribution a pour objet de recenser les principaux arguments permettant de justifier une éventuelle suppression des départements en tant que collectivités territoriales. Une remise en cause critique des raisons plaçant pour leur maintien est tout d'abord menée. Puis sont détaillées des justifications plus positives d'une réduction de la taille du millefeuille territorial.

Sur le blog de la *Revue d'économie régionale et urbaine* :

• Le fait métropolitain et les limites d'un principe d'organisation territoriale.

A. Beyer. @

• Réforme régionale et proximité du citoyen.

L. Cormier-Topal ; B. Lensel ; E. Raimondeau. @

• Territoires : des lois irréflechies et inappropriées.

G-F. Dumont. @

• Le point aveugle du big bang territorial.

J-L. Zentelin. @

Rural

• Rapport au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable sur la proposition de loi de M. Pierre Jarlier visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural.

Sénat ; Annick Billon.

Rapport, n° 61, 14 octobre 2015. 61 p.

L'objet principal de cette proposition de loi est de créer des contrats territoriaux de développement rural, afin de mettre en oeuvre une politique de cohésion territoriale et rurale, en soutien aux territoires ruraux en difficulté. Signés entre l'État et les pôles d'équilibre territoriaux et ruraux, ou à défaut, les syndicats chargés de l'élaboration d'un schéma de cohérence territoriale, ces contrats prévoient les actions à conduire et les moyens à mobiliser pour soutenir le développement de ces territoires.

Transfrontalier

• L'ambition métropolitaine : clé vers un aménagement du territoire transfrontalier en Grande Région SaarLorLux ?

Estelle Evrard ; Christian Schulz

L'information géographique, n° 3, 2015. pp. 54-78. @

Depuis 2009, la Grande Région SaarLorLux s'est fixée pour objectif de devenir une « Région métropolitaine polycentrique transfrontalière » (RMPT). Cette contribution explore les enjeux d'un positionnement métropolitain dans le contexte de l'aménagement du territoire transfrontalier.

• Développement économique transfrontalier.

Mission opérationnelle transfrontalière (MOT) ; sept. 2015.

Le premier document (rapport et synthèse) accompagné de dix fiches projets emblématiques présente les enjeux transversaux et analyse neuf frontières européennes. Il contient également des recommandations pour mieux tirer parti du potentiel de

développement économique des territoires transfrontaliers. Le guide propose aux acteurs outils méthodologiques et conseils pratiques afin de les aider à la construction des partenariats et au montage de projets. [Rapport](#) : @ [Synthèse](#) : @ [Guide](#) : @

Urbain

• La complainte des petites villes : l'exemple de Carpentras.

Jacques Donzelot.

Tous urbains, (PUF), n° 11. 3e trim. 2015. pp. 48-51.

Il existe parfois dans certaines villes petites et moyennes, un sentiment d'abandon, de perte de leur identité, de leur sens historique. L'auteur se propose de décrypter les raisons de cette perception. Au sommaire également de ce numéro : "Refuser le ghetto, l'histoire du Petit Bard" (M. Lussault), "De la citoyenneté diasporique à l'heure de l'intermétropolitain" (C. Ghorra-Gobin), et un dossier intitulé « *Urbicide* ».

Union européenne

• Organisation territoriale : regards européens.

N. Portier ; S. Mauroux ; B. Lensel ; P. Estèbe et al.

Intercommunalités, n° 202, septembre 2015. pp. 9-19.

Cet article s'intéresse à l'organisation territoriale de nos voisins européens. La comparaison présente en soi des difficultés en raison de la complexité des modèles et de l'hétérogénéité des contextes locaux mais elle constitue un outil d'objectivation sur notre propre architecture territoriale.

• Annuaire régional d'Eurostat 2015. Un portrait statistique de l'UE à travers ses régions.

Annuaire régional (en anglais). 2015. 312 p. @

Synthèse (Communiqué de presse). Octobre 2015. 5 p. @

• Requalification des zones défavorisées et la nouvelle approche de la politique de cohésion - une contribution Urbact à l'agenda urbain européen.

Urbact ; août 2015 (vers. fr. oct. 2015). 36 p. @

La pauvreté et la concentration de personnes pauvres dans les zones urbaines défavorisées s'accroît dans l'Union européenne. Fort de ce constat, Urbact a lancé une initiative pour explorer les politiques et les pratiques nationales existantes en matière de revitalisation intégrée des zones défavorisées.

Actualité législative et parlementaire

• Loi n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer.

• Circulaire CGET n°68513 relative à l'application du règlement 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

• Décret n° 2015-1211 du 1er octobre 2015 relatif à la nouvelle bonification indiciaire (NBI) attribuée aux fonctionnaires de l'Etat au titre de la mise en oeuvre de la politique de la ville à la suite de la création des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

• Décret n° 2015-1213 du 1er octobre 2015 relatif à l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ). [Ce décret modifie notamment les missions et le fonctionnement de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) ainsi que la composition de son conseil d'orientation].

• Proposition de loi n° 62 du 14 octobre 2015 visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural. Texte de la Commission de l'Aménagement et du territoire et du développement durable. Sénat. 6 p.

• Convention tripartite du 2 octobre 2015 entre l'État, l'Anru et l'Union des entreprises et salariés pour le logement (UESL), relative au financement du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU). [Investissements pour rénover les quartiers de la politique de la ville et amplifier l'action en faveur de la mixité sociale, de l'égalité et de la citoyenneté]